

Découvrir les approches efficaces

L'expérimentation et la recherche en politique sociale à la SRSA

Juin 2010

DANS CE NUMÉRO

- Une nouvelle génération de programmes de formation de la main-d'œuvre : la méthode axée sur les cheminements de carrière
- Comment mesurer la dynamique familiale?
- Le président de la Réserve fédérale américaine mentionne le travail de la SRSA
- Mesurer l'efficacité des programmes d'accès et de maintien aux études postsecondaires
- À l'aide des travailleurs déplacés : un programme de supplément de revenu représente-t-il une solution viable?
- Revue des politiques internationales en matière de congé parental
- Nouveau programme de recherche sur le rendement de l'éducation des adultes
- Plus utile que Facebook : un projet pilote de la SRSA aide les diplômés à trouver leur carrière de rêve
- Leçons opportunes tirées d'initiatives à l'égard de la petite enfance en Ontario et au Nouveau-Brunswick
- Nouvelles sur le personnel de la SRSA
- Faire passer le mot : exposés récents de la SRSA dans l'ensemble du pays

Une nouvelle génération de programmes de formation de la main-d'œuvre : la méthode axée sur les cheminements de carrière

Les responsables politiques et les intervenants sont maintenant de plus en plus unanimes : afin de mener à bien un programme de formation professionnelle et de progresser sur le marché du travail, la plupart des adultes qui souhaitent améliorer leurs compétences doivent souvent, d'abord et avant tout, améliorer leurs compétences de base et leurs capacités de lecture et d'écriture.

Toutefois, bien qu'il existe toute une série de programmes et d'outils traitant des compétences de base, rien ne prouve qu'ils appuient efficacement la transition de l'éducation complémentaire vers des possibilités d'emploi accrues. Il semble qu'on constate souvent un manque de persévérance en ce qui a trait à la formation en compétences de base, de telle sorte que de nombreux apprenants adultes ne poursuivent pas leur formation, formation qui pourrait influencer de façon significative leur situation sur le marché du travail.

La conception de programmes de formation dans le cadre d'un cheminement sectoriel, composé de possibilités d'apprentissage modulaire liées à des emplois recherchés, représente une façon novatrice de pallier le manque de persévérance. Innovation majeure de cette méthode appelée

«career pathways» (cheminements de carrière), la formation en compétences de base et en capacités de lecture et d'écriture est offerte dans le contexte d'une formation professionnelle qui accélère l'apprentissage et fait en sorte que la transition de la formation de base à la formation postsecondaire se déroule aussi naturellement que possible. En outre, en élaborant des programmes d'enseignement modulaire assortis de multiples points d'entrée et de sortie, la méthode axée sur les cheminements de carrière s'avère une méthode souple adaptée aux réalités économiques des adultes en âge de travailler.

Au cours de l'automne 2009, la SRSA a effectué une étude pour le gouvernement de l'Ontario sur la faisabilité de mettre en œuvre la méthode dans le contexte ontarien. L'analyse a évalué l'infrastructure existante de prestation de la formation, a cerné les points forts qui pourraient servir de base ainsi que les lacunes qui devraient être comblées pour assurer la réussite de la mise en œuvre. L'analyse a clairement révélé que l'Ontario a déjà instauré certains éléments d'une méthode axée sur les cheminements de carrière, mais ne dispose pas d'un système exhaustif qui relie les professions les plus populaires à des parcours pédagogiques intégrés et transparents. Selon les conclusions de l'exercice de consultation mené dans le cadre de l'étude, le rapport de la SRSA a décelé un vif intérêt des intervenants ontariens à l'égard d'un projet pilote qui se fonderait sur les éléments existants du système provincial d'éducation des adultes et évaluerait une méthode axée sur les cheminements de carrière.

La SRSA procède actuellement à une série de consultations supplémentaires auprès des responsables politiques et des intervenants en matière de formation dans plusieurs districts canadiens afin d'examiner la pertinence et la faisabilité de programmes de formation novateurs tels que la méthode axée sur les cheminements de carrière.

Lire le **rapport** (en anglais seulement).

Comment mesurer la dynamique familiale?



Le rôle crucial que joue la famille dans le développement et le bien-être de l'enfant est généralement reconnu par diverses disciplines, dont la psychologie, la sociologie, la thérapie familiale, l'économie, la santé et le travail social. Le nombre élevé de mesures conçues afin d'évaluer la dynamique familiale, leurs applications multiples et les modèles ou théories sur lesquelles elles sont basées reflètent l'ampleur de l'intérêt que leur accordent les universitaires. Grâce à l'appui de Ressources humaines et Développement des compétences Canada, la SRSA a

entrepris une étude des mesures de la dynamique familiale dans le but de favoriser une meilleure compréhension du rapport entre les mesures actuelles et de la situation des enfants, et de cerner les priorités quant à l'amélioration de la collecte de données au sujet de la dynamique familiale au Canada.

La dynamique familiale est mesurée à des fins cliniques et de recherche. En ce qui a trait à cette dernière, des mesures de la dynamique familiale sont recueillies pour la comparaison statistique de populations, de données de référence et d'études longitudinales, ainsi que pour la planification des politiques et des programmes. En milieu clinique, ces mesures peuvent servir au moment de

l'admission à l'évaluation du cas, à la planification du traitement et à l'évaluation des changements au fil du temps et des résultats.

Pour la première partie de l'étude, la SRSA a effectué une recherche documentaire approfondie afin de sélectionner les méthodes les plus courantes, d'établir leurs points forts et leurs points faibles et de résumer la fiabilité et la validité des diverses mesures. Ainsi, la SRSA a choisi 12 mesures (échelles, questionnaires, indicateurs et modèles) du fonctionnement complet d'une famille, aux fins d'un examen détaillé, en fonction de critères basés sur des résultats probants. Pour la seconde partie de l'étude, la SRSA a élaboré une enquête selon les constatations de l'analyse documentaire. Des experts de plusieurs disciplines ont été invités à répondre à cette enquête afin de mieux comprendre les mesures et leurs applications.

Les réponses à l'enquête fournies par les experts ont réaffirmé les conclusions de l'analyse documentaire, soit qu'aucune mesure de la dynamique familiale n'est clairement supérieure. Les experts ont convenu que, bien que les propriétés psychométriques revêtent une importance capitale, différentes méthodes et différentes mesures ont une certaine validité, suivant les questions posées par la recherche, la population visée, la taille de l'échantillon, le budget et les analyses prévues.

Les concepts jugés les plus importants par les experts pour mesurer la situation des enfants sont ceux les plus souvent recensés dans la documentation et généralement ciblés par les 12 mesures choisies. Même si la terminologie utilisée peut varier, ces mesures incluent la cordialité des parents, la communication, la résolution des conflits, le bien-être économique, la façon d'élever les enfants, l'implication des parents, les valeurs familiales ou la contribution à la collectivité, la santé physique et mentale, ainsi que la structure et la stabilité de la famille.

Les experts sont aussi d'avis qu'il est important de disposer d'une mesure pouvant être appliquée avec fiabilité à la population de plus en plus hétérogène du Canada. Elles doivent être adaptées aux réalités culturelles et accessibles en ce qui concerne la langue et les concepts. Bien que des mesures adéquates de la dynamique familiale existent, les travaux futurs devraient examiner non seulement leur possibilité d'application à la vaste population visée, mais la pertinence de leurs concepts selon les changements socioculturels et économiques et les tendances dans la vie des familles canadiennes.

Lire le **rapport** (en anglais).

Le président de la Réserve fédérale américaine mentionne le travail de la SRSA

Le président de la Réserve fédérale des États-Unis, Ben Bernanke, a mentionné le travail de la SRSA à l'occasion de la récente collation des grades à la University of South Carolina. Dans son discours sur l'économie du bonheur (*The Economics of Happiness*), il a fait l'éloge «d'un programme canadien» – le Projet d'innovation en emploi communautaire (PIEC) de la SRSA. En voici un extrait :

[Traduction] Mais, ici aussi, de nombreux facteurs autres que le revenu alimentent le sentiment de bien-être. Par exemple, comme je l'ai mentionné, l'interaction sociale semble très importante pour le bonheur de chacun. Un programme canadien qui offrait aux prestataires d'assurance-emploi ou d'aide sociale un emploi dans le secteur du développement communautaire ainsi que des occasions de développer leur réseau social représente une application de cette hypothèse – et il s'agit d'un exemple parmi

tant d'autres du type de recherches liées à « l'économie du bonheur » qui pourraient éclairer les politiques 1. Il est stressant d'être sans emploi, non seulement en raison du revenu perdu, mais aussi en raison de l'impression de perte de contrôle et d'amour-propre. Toutefois, ceux qui ont participé à ces projets ont signalé une plus grande satisfaction que ceux qui n'ont pas participé. Des études plus poussées pourraient mettre en lumière l'efficacité de solutions de rechange aux programmes traditionnels d'assurance-emploi. (L'économie du bonheur, le 8 mai 2010).

M. Bernanke a fait état du PIEC relativement à un document de travail intitulé *Measuring and Understanding Subjective Well-Being*, coécrit par un membre du conseil de la SRSA, John Helliwell.

Le PIEC était un projet de démonstration qui mettait à l'essai une stratégie de réemploi active à l'intention de chômeurs qui acceptaient de travailler volontairement à des projets communautaires mis sur pied dans les régions aux prises avec un chômage chronique. En échange, le PIEC offrait un salaire aux participants qui renonçaient à leurs prestations d'assurance-emploi ou d'aide sociale à condition qu'ils travaillent au sein de projets communautaires pendant au plus trois ans. Ils se prévalaient ainsi d'une période considérable de revenu stable et de l'occasion d'acquérir de l'expérience de travail et de nouvelles compétences, tout en élargissant leur réseau de contacts. En outre, le projet fournissait une main-d'œuvre subventionnée qui pouvait combler les besoins locaux de façon productive. Les collectivités ont créé des organismes décisionnaires et ont mobilisé des partenaires qui ont mis sur pied des projets correspondant à ces besoins.

Le modèle du PIEC a réussi à encourager la cohésion locale, le développement du capital social et les activités reliées à l'inclusion sociale dans les collectivités participantes. Les groupes bénéficiant des projets, en particulier les jeunes, les personnes âgées et les familles à faible revenu, ont profité de retombées positives appréciables. Autre résultat intéressant, les participants aux projets communautaires avaient tendance à effectuer davantage de bénévolat encadré pendant et après le projet. Les organismes locaux ont alors tiré parti de ressources indispensables, et les bénévoles, d'une inclusion sociale accrue.

Le PIEC a été conçu par Ressources humaines et Développement social Canada (RHDSC) et financé par ce dernier et le ministère des Services communautaires de la Nouvelle-Écosse. La SRSA a administré le PIEC de 1999 à 2005; le projet faisait appel à 1 500 participants et à 250 organismes sans but lucratif dans 6 collectivités du Cap-Breton. Elle a publié les résultats finals du PIEC en novembre 2008.

Lire le **discours** de Ben Bernanke, *The Economics of Happiness*, le 8 mai 2010 (en anglais).

Lire un **résumé** du document de travail rédigé par J. Helliwell et C. Barrington-Leigh, *Measuring and Understanding Subjective Well-Being* (en anglais).

Lire le **rapport** sur les résultats finals du PIEC.

Lire le **sommaire** du rapport sur les résultats finals du PIEC.

Lire d'**autres renseignements** sur le PIEC.

1. Helliwell, John F. et Christopher P. Barrington-Leigh. *Measuring and Understanding Subjective Well-Being*, NBER Working Paper Series 15887, Cambridge, Mass., National Bureau of Economic Research, avril 2010.

Mesurer l'efficacité des programmes d'accès et de maintien aux études postsecondaires



Le taux de réussite n'est pas uniforme au sein de la population canadienne. Les jeunes de familles à faible revenu, les Autochtones et les premiers d'une famille à poursuivre des études postsecondaires (les étudiants «de première génération») demeurent sous-représentés dans les établissements postsecondaires du Canada. Les membres de groupes sous-représentés sont non seulement moins susceptibles de poursuivre des études postsecondaires, mais ils sont aussi plus susceptibles que les autres d'abandonner leurs études avant de les avoir

terminées.¹ Réduire les inégalités en matière d'accès aux études est important pour assurer l'équité à tous les Canadiens, pour que la société canadienne puisse tirer profit de la compétence de sa main-d'oeuvre et pour assurer la compétitivité du marché du travail.

Les établissements postsecondaires du Canada ont amélioré l'accès aux études grâce à des programmes novateurs visant à recruter, à inscrire et à diplômé des étudiants faisant partie des groupes sous-représentés. Ces efforts sont le reflet de leur mission première (accroître le nombre d'inscriptions aux études postsecondaires), et de nombreuses stratégies semblent prometteuses. Toutefois, comme l'a mentionné récemment l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), «il existe peu de preuves des effets des programmes de soutien des établissements sur la réussite des étudiants»² [traduction libre]. Étant donné l'importance de réduire l'écart en matière d'accès aux études et l'ampleur des efforts des établissements pour ce faire, le moment est bien choisi pour demander aux établissements s'ils disposent des données nécessaires pour déterminer si leurs initiatives répondent à leurs objectifs.

Grâce à l'appui de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, la Société de recherche sociale appliquée a récemment mené une étude sur la pertinence des données des programmes d'accès et de maintien aux études postsecondaires destinés aux jeunes de familles à faible revenu, aux Autochtones et aux étudiants de première génération. La méthodologie utilisée pour mener l'étude comprenait un état de la situation, suivi d'une visite des universités et des collèges. Cette visite nous a renseignés sur les données que les chercheurs et le personnel chargé de l'administration des programmes recueillent et utilisent et auxquelles ils ont accès pour appuyer la mise en oeuvre et l'évaluation de leurs initiatives favorisant l'accès aux études pour les membres de groupes sous-représentés.

L'étude par l'associée principale supérieure de recherche de la SRSA, Sheila Currie, a dévoilé de nombreux exemples de programmes novateurs d'accès et de maintien aux études destinés aux groupes sous-représentés fréquentant les établissements postsecondaires du Canada. Nous avons trouvé tout aussi impressionnants l'engagement démontré par le personnel des établissements et les partenaires communautaires ainsi que la volonté des établissements de faire des progrès dans ce domaine afin que les étudiants de tous les milieux éprouvent un sentiment d'appartenance à leur établissement d'enseignement. Toutefois, selon les conclusions de la présente étude, les établissements semblent ne pas disposer des données nécessaires pour bien évaluer l'efficacité de leurs programmes d'accès et de maintien aux études destinés aux étudiants sous-représentés. Le manque de données découle des problèmes suivants :

- l'absence de définitions cohérentes de ce que sont les groupes sous-représentés, qui empêche de comparer les données à long terme au sein des établissements ainsi qu'entre les établissements et les provinces et territoires;
- la difficulté à cerner les groupes cibles puisque les étudiants hésitent à s'identifier, particulièrement à des étapes charnières de la vie étudiante;
- l'incapacité d'accéder aux ensembles de données ou d'établir des liens entre eux en raison de l'absence d'éléments identificateurs communs ou des limites imposées par le cadre réglementaire;
- l'absence d'indicateurs de résultats et de données longitudinales;
- l'absence de ressources adéquates pour recueillir et analyser les données.

Le personnel des établissements partenaires a clairement démontré son intention de faire le meilleur usage possible des données accessibles ainsi que son désir d'améliorer la pertinence des données afin d'évaluer rigoureusement et d'améliorer continuellement ses stratégies d'accès aux études.

Selon les conclusions de l'étude, trois considérations principales pourraient se révéler intéressantes pour les établissements souhaitant améliorer l'accès aux études. La première propose le fait qu'en plus de créer et de mettre sur pied des stratégies et programmes novateurs, améliorer l'accès et le maintien aux études pour le compte des groupes sous-représentés impose un engagement à évaluer les retombées de ces investissements. Les objectifs et la vision des établissements transparaissent clairement dans leur leadership et sont communiqués sur les campus et aux partenaires du milieu.

La deuxième considération consiste à mettre en place une stratégie coordonnée et réfléchie fondée sur les commentaires des groupes des intervenants et comprenant des éléments de collecte méthodique de données, des questions normalisées et un système centralisé pour recueillir les données. Aux États-Unis, l'Education Trust a lancé un projet ambitieux pour réduire les écarts dans l'accès aux études et la réussite scolaire entre les étudiants de groupes minoritaires ou à faible revenu et les autres. L'initiative rassemble les établissements qui souhaitent réaliser leurs propres objectifs d'amélioration en utilisant un ensemble de mesures communes pour évaluer les progrès. Au Canada, pour créer une stratégie nationale semblable, il faudrait commencer par mettre sur pied un groupe de travail composé de dirigeants nationaux ainsi que de décideurs des gouvernements fédéral et provinciaux, des établissements d'enseignement postsecondaire et du milieu de l'éducation qui aurait pour mandat d'organiser de larges consultations pour élaborer une stratégie de collecte de données pancanadienne.

La troisième considération consiste à appuyer les investissements dans l'infrastructure des établissements. Ces investissements serviraient à accroître le soutien au personnel chargé d'exécuter les programmes qui n'a pas le temps ni les ressources humaines pour mener des évaluations rigoureuses sur les résultats des programmes. Le financement d'un poste administratif au sein des établissements fait également partie des investissements en infrastructure visant à promouvoir les initiatives d'accès et de maintien aux études.

Lire le [rapport](#).

Lire l'[analyse documentaire](#) (en anglais).

1. Clement, J. 2008. « University Attainment of the Registered Indian Population, 1981-2001: A Cohort Approach. » Horizons 10 (1).

2. Santiago, P., K. Tremblay, E. Basri, et E. Arnal. 2008. « Tertiary Education for the Knowledge Society, Volume 2 ». Paris : OCDE.

À l'aide des travailleurs déplacés : un programme de supplément de revenu représente-t-il une solution viable?

Le 12 mars dernier, le président de la SRSA, Jean-Pierre Voyer, a pris part à une table ronde d'experts sur les politiques à l'intention des travailleurs déplacés, organisée par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC). Il abordait dans sa présentation les leçons tirées d'un projet de démonstration de la SRSA, le Projet de supplément de revenu (PSR), qui s'est déroulé au Canada au milieu des années 90 sous les auspices de RHDC. La SRSA a mis en œuvre et évalué ce projet qui mettait à l'essai une méthode innovatrice visant à accélérer le réemploi des travailleurs déplacés. La SRSA avait aussi comme mandat de déterminer si une telle méthode réussirait, dans le contexte actuel, à remédier aux problèmes éprouvés par les travailleurs déplacés.

Le PSR offrait aux chômeurs un incitatif financier pour les encourager à retourner au travail plus rapidement qu'en l'absence de cet incitatif. Il proposait aux prestataires d'assurance-emploi (AE) admissibles un supplément temporaire de revenu s'ils acceptaient une baisse de revenu lorsqu'ils renonçaient à l'AE pour retourner au travail. Les suppléments étaient calculés de façon à combler 75 % de la différence entre le revenu avant leur recours à l'AE et leur revenu dans leur nouvel emploi.

Bien que les résultats de l'expérience aient révélé que cette méthode avait contribué à accélérer le retour au travail, l'impact était relativement modeste. Même si les travailleurs déplacés participants se sont montrés grandement intéressés par l'offre de supplément, peu d'entre eux en ont profité, en fin de compte (2 participants sur 10), ce qui témoigne peut-être de la difficulté des participants à trouver un emploi. En effet, la première condition d'admissibilité au supplément consistait à décrocher un emploi. Six membres du groupe programme sur dix n'ont pas été en mesure de le faire dans les délais (26 semaines) pour avoir droit au supplément. M. Voyer a indiqué que si le supplément de revenu était offert dans un marché du travail proposant peu d'emplois, même des emplois peu rémunérateurs, alors les chances de réussite d'une telle politique seraient probablement très maigres.

Y a-t-il lieu de croire que les résultats seraient différents 15 années plus tard? Selon M. Voyer, c'est difficile à dire. L'économie canadienne était saine au moment où le PSR a eu lieu (1995-1996) et le taux de chômage moyen se situait assez bien comparativement au taux actuel. Toutefois, en raison de la population vieillissante, le marché du travail canadien devrait être aux prises avec des pénuries de main-d'œuvre pendant au moins une ou deux décennies. Tout bien considéré, la conjoncture du marché du travail devrait être favorable dans un proche avenir et devrait permettre aux travailleurs déplacés de trouver des emplois plus facilement et d'utiliser les suppléments de revenu.

Le PSR a clairement démontré que l'état ne devrait pas s'attendre à des changements majeurs résultant de la mise en place d'un tel programme afin de réduire la durée du chômage ou les prestations d'assurance-emploi. Quoi qu'il en soit, si l'objectif principal des politiques consiste à rémunérer les travailleurs déplacés qui doivent supporter une part beaucoup plus élevée des coûts du rajustement économique, alors un programme de supplément de revenu pourrait s'avérer efficace s'il est bien ciblé et jumelé à des services d'aide à la recherche d'emploi.

M. Voyer a étoffé sa présentation d'exemples d'autres changements au système d'assurance-emploi qui pourraient être envisagés afin de traiter des questions liées au déplacement. Lire la [présentation](#) (en anglais).

Revue des politiques internationales en matière de congé parental



La SRSA a été choisie par Ressources humaines et Développement des compétences Canada afin de passer en revue les documents de recherche et les politiques sur les congés parentaux en vigueur et sur leurs impacts, tant au Canada qu'à l'échelle internationale. Le rapport, rédigé par Jennifer Robson, décrit l'élaboration et énumère les derniers détails sur les politiques en matière de congé parental en Norvège, en Suède, au Royaume-Uni, en France, en Espagne, au Japon, en Australie, en Nouvelle-Zélande, aux États-Unis et au Canada (en s'attardant sur les

caractéristiques uniques du régime d'assurance parentale du Québec). Le rapport met en évidence les conséquences de ces politiques sur les enfants, les parents et les employeurs.

L'accès et le recours aux congés de maternité et parental semblent liés au sort plus favorable des nourrissons (comme le démontrent la mortalité infantile, l'immunisation et certaines étapes du développement). La recherche existante n'isole pas les effets du congé des effets de la qualité des soins reçus, mais laisse croire que les meilleurs résultats sont obtenus par les enfants ayant des mères plus instruites.

Jumelés à un accès plus étendu aux services de garde d'enfants publics et privés, les congés de maternité et parental semblent favoriser l'emploi chez les femmes. Lorsque les prestations sont très faibles ou inexistantes, les femmes sont plus enclines à retourner au travail rapidement ou à quitter complètement la main-d'œuvre, particulièrement si elles sont des faibles salariées.

Peu de données existent sur les répercussions des politiques en matière de congé sur le fonctionnement de la famille. Les pères des familles aux niveaux de revenu et de scolarité supérieurs ont davantage tendance à prendre congé ou un plus long congé, lorsque la période de congé est assortie d'un niveau considérablement élevé de prestations en remplacement du salaire perdu. Cette répercussion est moins évidente dans les familles à revenu faible ou modeste.

Pour les employeurs, l'offre d'un congé parental à leurs employés n'aura probablement aucune conséquence au pire des cas, et pourrait s'avérer même quelque peu positive étant donné les coûts élevés inhérents au roulement des employés.

Aucun rajustement apporté, soit à la participation au marché du travail, soit aux décisions en matière de fertilité (tant dans l'ensemble qu'en ce qui a trait au choix du moment) ne laisse croire que ces politiques encouragent les naissances ou les départs du marché du travail. Par contre, la recherche qualitative indique que les femmes envisagent l'accès aux prestations d'AE entre autres facteurs lorsqu'elles planifient une grossesse, mais la recherche économique n'a révélé aucune preuve mesurable d'un effet comportemental. Les femmes pourraient surestimer à quel point l'accès aux prestations influence leur comportement.

La recherche en ce qui a trait au recours au congé de paternité et aux pratiques des employeurs souligne que les politiques pourraient avoir un effet de signalisation important sur ces deux intervenants. En l'absence d'une politique normative, les pères et les employeurs ont rarement tendance à faire appel au congé pour offrir des soins parentaux.

La dernière partie du rapport aborde les lacunes dans la recherche et propose des sujets de recherche futurs liés à la politique.

Lire le **rapport** (en anglais).

Visionner le **diaporama** (en anglais).

Nouveau programme de recherche sur le rendement de l'éducation des adultes



En février 2010, la SRSA a rassemblé un groupe d'experts multidisciplinaire provenant d'un bout à l'autre du Canada à l'occasion d'un atelier d'une journée sur l'éducation des adultes. Il s'agissait du lancement officiel du Programme de recherche sur le rendement de l'éducation des adultes, une collaboration triennale entre la SRSA et le Réseau canadien de chercheurs dans le domaine du marché du travail et des compétences (RCCMTC).

Le projet s'articule autour de la constatation que, malgré tous les arguments irréfutables en faveur de l'éducation continue comme pierre angulaire de la croissance, de la prospérité et de la cohésion sociale, un pourcentage élevé d'adultes canadiens ne possède toujours pas le niveau minimal de compétences requises dans une économie axée sur les connaissances. En dix ans, ce chiffre est resté presque le même. Comment peut-on encourager davantage d'adultes à améliorer leurs compétences? Quels programmes d'études et de formation aux adultes conviennent le mieux pour quels types d'apprenants adultes, et dans quelles circonstances? Essentiellement, comment peut-on mesurer les avantages de l'apprentissage chez les adultes?

Le Programme de recherche sur le rendement de l'éducation des adultes a trois objectifs :

- élaborer et mettre à l'essai un cadre théorique, analytique et méthodologique intégral afin de comprendre et de mesurer les conséquences économiques et non économiques de l'apprentissage;
- mettre ce cadre en pratique afin d'effectuer des recherches empiriques et de répondre aux questions pertinentes de recherches en politique (par exemple, qui devrait investir dans les activités d'apprentissage des adultes? quel est le rôle relatif des gouvernements, des entreprises et des particuliers afin de faire fructifier ces investissements? quelles sont les meilleures pratiques pour les adultes possédant un faible niveau de scolarité ou peu de compétences?);
- cerner les exigences en matière de données aux fins de recherches futures et appuyer l'élaboration d'enquêtes canadiennes futures.

De façon plus générale, le programme tend à plusieurs fins. Il évaluera le rendement de systèmes d'études et de formation en ce qui a trait à la création de possibilités d'apprentissage chez les adultes et de compétences requises. Il déterminera l'impact de ces compétences sur les résultats sociaux et économiques, sur les plans individuel et global. En dernier lieu, il aidera à éclaircir les moyens d'action politiques qui pourraient contribuer à l'accroissement des compétences.

Le projet mettra à contribution plusieurs méthodologies, y compris des analyses du contexte, des analyses documentaires, l'élaboration de structures et des analyses empiriques, dans le but d'estimer le rendement social et économique de l'éducation des adultes. Le programme de

recherche sera éclairé par l'expertise de pointe dans le domaine et renforcera les capacités en ayant recours à de nouveaux chercheurs. Des contrôles par des pairs universitaires et à l'interne, ainsi que la participation continue de décideurs, d'intervenants et d'autres intéressés, seront gages de l'excellence théorique et de la pertinence politique de la recherche.

Le programme est dirigé conjointement par Karen Myers, associée principale de recherche à la SRSA, et Arthur Sweetman, de l'Université McMaster, le représentant attitré du RCCMTC au projet. Une équipe de recherche multidisciplinaire principale composée d'universitaires a été invitée à contribuer au projet – Kjell Rubenson et Richard Desjardins (University of British Columbia), Scott Murray (expert-conseil), Mina Piesca (University of Guelph), Lisa Kaida (University of Toronto), Marc Frenette (Statistique Canada), Brigid Hayes (experte-conseil). Parmi les membres du personnel de la SRSA, on compte Jean-Pierre Voyer, président, David Gyarmati, directeur de recherche, et Boris Palameta, associé principal de recherche. Le projet fera aussi appel à un réseau élargi d'experts afin de publier une série de documents empiriques au fur et à mesure de l'évolution du projet.

Le Programme de recherche sur le rendement de l'éducation des adultes est financé par Ressources humaines et Développement des compétences Canada.

Plus utile que Facebook : un projet pilote de la SRSA aide les diplômés à trouver leur carrière de rêve



Les jeunes Canadiens d'aujourd'hui sont, en moyenne, plus instruits que les jeunes des générations antérieures. Toutefois, près de 25 % des diplômés d'une université ou d'un collège canadien occupent des emplois exigeant un niveau d'études ou des aptitudes de bien inférieurs aux leurs. Pourquoi tant de diplômés se retrouvent-ils dans une situation d'emploi qui ne correspond ni à leurs attentes, ni à leurs compétences? Quelles sont les meilleures façons de les aider à réaliser leur potentiel sur le marché du travail et à prendre leur carrière en main? Ressources humaines et Développement des compétences Canada a chargé la SRSA

de recueillir des preuves solides visant à déterminer s'il est possible d'accroître les compétences sur le marché du travail de nouveaux diplômés grâce à des outils de recherche d'emploi et de planification de carrière adaptés à leurs besoins.

Le projet de démonstration Carrière en main met à contribution 700 diplômés vivant en Colombie-Britannique. Les participants sont recrutés parmi des diplômés postsecondaires, âgés de moins de 40 ans, qui se considèrent surqualifiés relativement à leur dernier emploi ou à leur emploi actuel. Les participants admissibles doivent avoir obtenu un grade, un diplôme ou un certificat d'un établissement postsecondaire canadien (collège ou université) il y a plus d'un an.

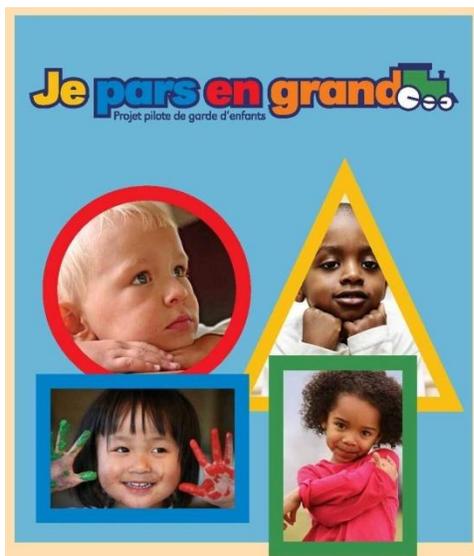
Les participants ont accès à un portail Web personnalisé contenant un vaste éventail de renseignements au sujet du marché du travail actuel. Il est conçu de façon à favoriser l'utilisation efficace de renseignements pertinents de grande qualité au sujet du marché du travail, en situant les ressources et les liens par rapport aux besoins spécifiques des utilisateurs, en mettant en évidence des résultats d'apprentissage auxquels les utilisateurs peuvent s'attendre en consultant une ressource ou un lien donné, et en s'assurant que l'information est facile à lire, facile à repérer et

facile à consulter. Le portail donne aux participants la possibilité de recueillir et de traiter des renseignements sur les carrières et les encourage à mettre par écrit leurs objectifs, projets et analyses de carrière. Les ressources d'information sur le marché du travail sont organisées de manière à orienter les chercheurs d'emploi au travers de cinq étapes-clés de la planification de carrière et de la recherche d'emploi, c'est-à-dire comment effectuer des auto-évaluations, créer des possibilités, chercher des solutions de rechange, prendre des décisions et planifier des démarches.

La SRSA évalue Carrière en main en tant qu'expérience sociale basée sur un concept de recherche par assignation aléatoire. Les participants sont répartis au hasard entre deux groupes expérimentaux : le groupe programme, qui a accès au portail Web, et le groupe témoin. Les expériences des membres du groupe programme et du groupe témoin seront évaluées grâce à des enquêtes réalisées par l'intermédiaire d'une application Web. Une enquête de référence est effectuée au moment de l'inscription et une enquête de suivi se tient cinq semaines plus tard afin de recueillir les conséquences de l'offre aux participants de ce portail Web personnalisé. L'efficacité de ce dernier sera mesurée à l'aide d'échelles et de questionnaires psychométriques largement reconnus, qui évalueront les compétences des participants pour prendre des décisions au sujet de leur carrière et pour prendre part à des activités de recherche d'emploi pouvant améliorer leur situation professionnelle.

Le recrutement des participants au projet Carrière en main a commencé plus tôt cette année et les résultats de recherche seront présentés à l'été 2010. En février 2009, la SRSA a publié **Improving Career Decision-Making of Young Workers**, qui décrit le cadre analytique pour l'étude des comportements en matière de recherche d'emploi et de planification de carrière et propose une série de lignes directrices pour la conception de l'intervention en ligne. Pour de plus amples renseignements au sujet de Carrière en main, rendez-vous à www.careermotion.ca ou communiquez avec Carole Vincent, directrice de projet de la SRSA.

Leçons opportunes tirées d'initiatives à l'égard de la petite enfance en Ontario et au Nouveau-Brunswick



Un projet mené actuellement par la SRSA et axé sur les enfants d'âge préscolaire a des incidences très concrètes aux fins des politiques publiques de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick. Financé par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC), le Projet pilote de garde d'enfants (PPGE) vise à mettre à l'essai, de façon rigoureuse, l'effet conjugué d'un programme de garde de qualité et d'une série d'ateliers sur l'alphabétisation familiale sur le développement d'enfants francophones d'âge préscolaire vivant en milieu minoritaire. Bien que des études antérieures aient évalué des programmes semblables, peu ont eu recours à des groupes de comparaison. À notre connaissance, aucun n'a testé l'effet conjugué d'un programme de garde de qualité et d'ateliers d'alphabétisation familiale sur le développement linguistique, culturel et global des enfants d'âge préscolaire, ainsi que sur leur préparation à la

scolarisation.

Le PPGE a déjà permis de tirer des leçons importantes pouvant servir aux nouveaux programmes lancés par le Nouveau-Brunswick et l'Ontario. Dans le cadre de son *Plan d'action (2008-2009) de la Stratégie pour la petite enfance*, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a créé des centres de développement de la petite enfance pour la prestation de services et programmes communautaires intégrés et coordonnés aux parents et aux enfants. La province a aussi établi un programme d'enseignement en apprentissage et en garde des jeunes enfants dans les garderies réglementées par la province.

L'Ontario a manifestement donné sa caution aux recommandations formulées par M. Pascal dans son rapport de 2009 intitulé, *Dans l'optique de notre meilleur avenir : Mise en œuvre de l'apprentissage des jeunes enfants en Ontario*. La vision de M. Pascal inclut la création d'écoles axées sur la famille, véritables centres d'apprentissage dynamiques, offrant aux enfants et à leurs parents des occasions d'apprentissage, de soins, de santé, de culture, d'arts et de loisirs, de la période prénatale jusqu'à l'adolescence. À compter de septembre 2010, le ministère de l'Éducation de l'Ontario instaurera l'apprentissage à plein temps à l'intention des enfants de quatre et cinq ans, sur une période de trois ans.

Les politiques en matière de petite enfance au Nouveau-Brunswick et en Ontario englobent certaines des caractéristiques du PPGE : des dispositions en vue de services d'identification et d'intervention précoces, un cadre commun de programmation, ainsi qu'un éventail de stratégies visant à améliorer la communication école-parent et à aider les parents à favoriser le développement et l'éducation de leur enfant. Dans les deux provinces, les représentants liés aux ministères responsables de ces politiques ont manifesté un intérêt marqué pour le PPGE dans l'optique d'éclairer la conception de leurs programmes et de leurs plans de travail.

Le PPGE a engendré un intérêt équivalent de la part de nombreux partenaires communautaires. Par exemple, deux commissions scolaires francophones de l'Ontario ont examiné la possibilité d'une intervention à deux volets ciblant les enfants francophones d'âge préscolaire, comme celle abordée dans le PPGE. En septembre 2009, un conseil a mis sur pied un nouveau programme préscolaire pour les enfants francophones âgés de trois ans et leur famille. Le projet pilote consiste à mieux préparer les enfants à la scolarisation grâce à un programme préscolaire à temps partiel de qualité et à sept ateliers d'alphabétisation familiale qui permettent aux parents d'examiner comment mieux aider leurs enfants à se préparer à l'école. La SRSA collabore avec ce conseil pour mettre en œuvre et évaluer le nouveau programme et mener des activités de recherche, allant de l'élaboration d'un modèle logique à la collecte et à l'analyse de données, en passant par la rédaction de rapports.

Dans un autre ordre d'idées, la SRSA vient de publier le rapport préliminaire ou rapport de référence du PPGE. Les constatations intermédiaires du projet devraient être publiées à l'automne 2010.

Lire le [rapport de référence du PPGE](#).

Nouvelles sur le personnel de la SRSA

Quatre nouveaux employés sont entrés au service de la SRSA au cours des derniers mois et un autre devrait s'y ajouter pendant l'été. Chacune de ces personnes est forte d'une expérience de recherche unique qui, allée à celle de notre personnel actuel, enrichit l'éventail des talents et des compétences de la SRSA.



Glenn Thompson
Analyste de recherche

Glenn Thompson est entré en fonctions à la SRSA à titre de membre à temps plein de l'équipe du Projet pilote de garde d'enfants (PPGE) plus tôt cette année. Outre l'analyse des données liées au PPGE, il aide à établir des instruments valides en langue française afin de mesurer le développement des enfants en matière d'acquisition linguistique et d'apprentissage de la lecture. Il compte parmi ses intérêts l'apprentissage de la lecture chez les enfants, l'analyse quantitative des propriétés lexicales et les analyses statistiques appliquées. M. Thompson possède un doctorat en psychologie expérimentale de l'Université d'Ottawa.



David Cohen
Gestionnaire de l'évaluation des programmes

La vaste expérience de David dans le secteur public inclut vingt ans de service au gouvernement fédéral, dont sept en tant que cadre pour des organismes centraux (Secrétariat du Conseil du Trésor, Bureau du Conseil privé, Affaires intergouvernementales) et pour des ministères responsables (Développement économique régional, Industrie Canada). Il a travaillé en tant que conseiller spécial-chef de cabinet pour le gouvernement de l'Ontario (Affaires intergouvernementales), directeur au gouvernement du Québec (Institut de recherche en gérontologie/Santé et Services sociaux), pour des administrations municipales (Fédération canadienne des municipalités), un organisme public-privé de développement économique (Montréal International), et en tant qu'expert-conseil socioéconomique. David cumule une maîtrise en économie ainsi qu'une maîtrise en administration des affaires de l'Université de Montréal, et a mené des études de doctorat en développement communautaire et régional à l'Université de la Colombie-Britannique.



Ronda D. Louis-Jeune
Administratrice

Ronda D. Louis-Jeune est employée par la SRSA depuis août 2009. Elle a obtenu un baccalauréat en sciences sociales avec une mineure en psychologie de l'Université d'Ottawa.



Danielle Patry

Associée de recherche

Danielle Patry, associée de recherche, a été engagée par la SRSA en avril 2010. Elle possède de l'expérience sur le terrain (recruter des écoles, coordonner des tests et organiser la collecte de données) et connaît bien les diverses phases de la recherche, des propositions aux publications. Elle a obtenu son doctorat en psychologie expérimentale de l'Université d'Ottawa; sa thèse examinait le rôle et l'effet du perfectionnement professionnel sur la motivation aux études.



Natalie Conte

Agent de recherche

Notre bureau de Toronto a accueilli Natalie Conte en mai 2010. Elle travaille actuellement à des projets traitant de l'alphabétisation familiale et de l'apprentissage des adultes. Elle a obtenu sa maîtrise en politiques publiques à la School of Public Policy and Governance de la University of Toronto.



Marc Frenette

Associé principal de recherche

Marc Frenette entrera au service de la SRSA cet été. Au départ, il appuiera les efforts de l'équipe de l'Accès aux études postsecondaires (AEPS) en complétant deux projets de démonstration de grande envergure et en lançant deux projets de recherche supplémentaires sur le même sujet. Il continuera aussi d'agir comme membre-clé d'un programme de recherche sur le rendement de l'éducation des adultes, une collaboration d'envergure entre la SRSA et le Réseau canadien de chercheurs dans le domaine du marché du travail et des compétences. Depuis 1997, Marc Frenette est économiste chargé de recherches à la Division d'analyse des entreprises et du marché du travail de Statistique Canada. Il se spécialise dans l'économie de l'enseignement et dans l'inégalité du revenu; il a publié plusieurs travaux de recherche sur ces deux sujets, dans des publications gouvernementales et dans des revues scientifiques canadiennes et internationales. Il a une maîtrise en économie et compte obtenir son doctorat en 2010.

Au cours de la dernière année financière, la SRSA a souligné le dévouement de six collègues au cours des dix dernières années :

- **Michael Dowie**, associé principal de recherche
- **Reuben Ford**, directeur de recherche
- **David Gyarmati**, directeur de recherche
- **June Lane**, agente de la paie et des avantages sociaux
- **Claudia Nicholson**, associée principal de recherche

- **Shawn de Raaf**, associé principal de recherche.

Ces membres du personnel joignent les rangs de Susanna Gurr (directrice de recherche) et d'Elizabeth Rodgers (directrice, Ressources humaines et Services généraux) à titre de récipiendaires de la distinction pour dix ans de service à la SRSA.

Faire passer le mot : exposés récents de la SRSA dans l'ensemble du pays

Le 12 mars. Le président de la SRSA, Jean-Pierre Voyer, a pris part à une **table ronde d'experts sur les orientations futures des politiques à l'intention des travailleurs déplacés**, organisée par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) à Ottawa. Au cours de son exposé, il a abordé les leçons tirées du Projet de supplément de revenu, un projet de démonstration qui mettait à l'essai un incitatif financier visant à accélérer le réemploi des travailleurs déplacés (voir «À l'aide des travailleurs déplacés» dans le présent numéro).

Les 26 et 27 avril. La SRSA était représentée à la **Conférence socioéconomique 2010 de Statistique Canada** tenue à Gatineau, Québec. Heather Smith Fowler, associée principale de recherche, a présenté les impacts préliminaires du projet de démonstration AVID C.-B. portant sur l'accès aux études postsecondaires (ÉPS) en Colombie-Britannique. Heather a décrit comment ce programme préparatoire aux études collégiales, offert au secondaire, peut faciliter l'accès aux études postsecondaires des élèves récoltant des résultats moyens. Carole Vincent, associée principale supérieure de recherche, s'est penchée sur le projet de démonstration Carrière en main visant à aider les diplômés du postsecondaire à planifier leur carrière. Enfin, Jean-Pierre Voyer et Boris Palameta, associé principal de recherche, ont passé en revue l'essai en laboratoire Volonté de payer en vue des ÉPS, qui examine la sensibilité au prix et l'aversion pour les prêts chez les élèves du secondaire canadiens issus de groupes sous-représentés.

Le 27 avril. La SRSA a été l'hôte, à ses bureaux d'Ottawa, d'une **conférence midi** à l'intention des membres de la Société canadienne d'évaluation. David Gyarmati, directeur de recherche, et David Cohen, gestionnaire de l'évaluation des programmes, ont présenté in aperçu des expériences d'ordre social au Canada.

Du 2 au 5 mai. Lors du **Congrès annuel 2010 de la Société canadienne d'évaluation**, qui s'est déroulé à Victoria, en Colombie-Britannique, Susanna Gurr, directrice de recherche à la SRSA, conjointement avec Mary Collins et Samantha Hartley-Folz, de la British Columbia Healthy Living Alliance, ont fait la lumière sur l'évaluation des initiatives communautaires de santé publique, à titre d'évaluatrices et de fondatrices. Jean-Pierre Voyer a expliqué les résultats finals de l'expérience *\$avoir* en banque, programme axé sur les actifs qui encourage les adultes à faible revenu à poursuivre leurs études ou à démarrer une petite entreprise. D'autres exposés ont mis en évidence le projet Carrière en main (Carole Vincent), l'expérience Volonté de payer en vue des ÉPS (Jean-Pierre Voyer), ainsi que les impacts préliminaires du projet AVID C.-B. (Reuben Ford, directeur de recherche, et Elizabeth Dunn, associée de recherche).

Le 17 mai. À Toronto, Ontario, Reuben Ford a été invité à parler des impacts intérimaires du projet AVID C.-B. sur l'accès aux études postsecondaires en Colombie-Britannique. S'inscrivant dans une série d'exposés intitulés Conversations, l'événement était parrainé par le **ministère de la Formation et des Collèges et Universités de l'Ontario**.

Du 28 au 30 mai. Jean-Pierre Voyer a assisté à la **44^e Conférence annuelle de l'Association canadienne d'économique** à l'Université Laval, à Québec. Dans le cadre de la séance sur la littératie en matière financière, il a dévoilé les résultats finals du projet de démonstration *\$avoir* en banque et a soulevé l'impact différentiel de la formation en littératie financière sur l'épargne aux fins d'études ou de formation des Canadiens à faible revenu. Au cours d'une seconde présentation, Jean-Pierre a traité des résultats de l'expérience Volonté de payer en vue des ÉPS. Elle figurait parmi plusieurs séances consacrées au projet MEAFE (Mesurer l'efficacité de l'aide financière aux étudiants) administré par l'Educational Policy Institute et la School of Policy Studies de la Queen's University.

Lire au sujet des présentations suivantes :

- **Résultats intérimaires d'AVID C.-B.** (congrès annuel de la Société canadienne d'évaluation, mai 2010) – en anglais.
- **Carrière en main** (congrès annuel de la Société canadienne d'évaluation, mai 2010) – en anglais
- **Travailleurs déplacés** (table ronde de la RHDCC, mars 2010) – en anglais.
- **Évaluation des initiatives de santé** (congrès annuel de la Société canadienne d'évaluation, mai 2010) – en anglais.
- **Aperçu des expériences sociales au Canada** (conférence midi à la SRSA, avril 2010).
- **Résultats finals de \$avoir en banque** (conférence annuelle de l'Association canadienne d'économique, mai 2010) – en anglais.
- **Volonté de payer en vue des ÉPS** (conférence annuelle de l'Association canadienne d'économique, mai 2010) – en anglais.